

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Hausse des taxes et prix des billets : les explications d'Afrijet

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

A FRIJET, première compagnie aérienne de l'espace Cémac a organisé, le 13 janvier dernier, une conférence de presse pour présenter le bilan de son activité passager et de sa politique de prix conduite en 2022. Selon les statistiques présentées par le transporteur, Afrijet a transporté en 2022, 210 000 passagers (trafic en hausse de 18 % comparé à 2021 et en hausse de 15 % par

rapport à 2019). Le tiers de ce trafic a été réalisé sur le réseau régional et les 2/3 sur le réseau domestique. En 2022, 38 500 billets allers simples ont été vendus sur le réseau intérieur au prix de 49 900 FCFA TTC. "C'est donc près d'un passager sur trois qui a bénéficié d'un tarif à prix modéré. C'est sans précédent au Gabon et un record pour la compagnie en nombre de billets vendus à ce prix", s'est réjoui le directeur général adjoint d'Afrijet, Nyl Moret-Mba.

Afrijet a été confrontée à une poussée inflationniste de toutes les composantes du billet qui prend plusieurs formes. Il s'agit notamment, indique le transporteur aérien, de la hausse violente des prix du kérosène (+60 % à date et jusqu'à 100 % à l'été 2022) ; de l'augmentation des taxes, avec en année pleine, la redevance finançant la nouvelle aérogare de Libreville, représentant 2,2 milliards FCFA collectés sur les billets d'avion. Mais également de la hausse de la réassurance en raison de la sinistralité mondiale du secteur (repossession des aéronefs immatriculés en Russie), et de celle du prix des pièces détachées (jusqu'à 7 % annuels) et de leurs coûts d'acheminement. L'année 2023 s'ouvre avec une nouvelle augmentation, celle des taxes de navigation de l'Asecna,



Photo: DR

Les responsables d'Afrijet lors de la conférence de presse.

qui augmentent de 5 %, alors qu'elles sont déjà parmi les plus élevées au monde.

L'administrateur général d'Afrijet, Marc Gaffajoli, en a profité pour alerter également le public sur les prix fantaisistes qui circulent parfois sur les réseaux sociaux. "Afrijet a en

effet constaté en de nombreuses situations que certaines agences de voyages modifiaient le prix des billets à la hausse (jusqu'à 150 000 FCFA de plus). La compagnie recommande la prudence et renvoie à son site web pour vérifier les prix et éviter les abus."

Deuxième cargaison d'essence, pétrole et gasoil vers Franceville

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU
Libreville/Gabon

M AINTENIR la chaîne d'approvisionnement en carburant dans les provinces du Haut-Ogooué et de l'Ogooué-Lolo, telle est la priorité du gouvernement et des opérateurs économiques.

Ainsi, le week-end dernier a eu lieu un nouveau transversement de gasoil et d'essence sur neuf wagons-citernes à partir de la pomperie de Booué. Les neuf wagons-citernes sont arrivés au dépôt relais SGEPP de Monda où le déchargement s'est achevé à 13 heures 55, avant que la précieuse cargaison ne soit acheminée par camions-citernes vers cinq stations-service du Haut-Ogooué. Il s'agissait de 126 000 litres d'essence, 116 000 litres de pétrole et 628 000 litres de gasoil. Au sujet des destinations, ce sont les trois stations-service Total de Franceville, d'Akiéni, de Moanda et les deux stations Ola de Potos (Franceville) et Ola Moanda qui ont reçu la deuxième livraison des hydrocarbures, surtout l'essence dont la consommation est plus rapide. Petit couac tout de même dans la province de

l'Ogooué-Lolo, la station-service Total qui est en gérance libre n'a pas manifesté l'intérêt de commander un nouveau stock d'essence, malgré la pénurie.

"Le responsable me laisse entendre que les deux stations-service sont en rupture d'essence, mais il n'y a pas de commande pour leur compte", nous a indiqué une source proche du dossier.

Dans sa parution de samedi 14 et dimanche 15 janvier, L'Union faisait état de ce que certains marketeurs ne jouaient pas totalement le jeu car ne voulant pas abîmer leurs camions-citernes ni, encore moins, supporter les coûts supplémentaires d'acheminement des hydrocarbures qui rongent leurs marges d'exploitation.

Cette situation pourrait être préjudiciable pour les automobilistes de cette province et va, nul doute, représenter un caillou dans la chaussure du gouvernement qui s'emploie à apporter une solution provisoire, en attendant la mise en place d'un système intermodal de livraison des hydrocarbures dans le Haut-Ogooué et l'Ogooué-Lolo.

Assurance : carte rose Cémac, budget 2023 et litiges à l'examen

Innocent M'BADOUA
Libreville/Gabon

V ENUES des cinq autres États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Cémac), les délégations Carte rose sont réunies à l'occasion de la 26e session ordinaire du Conseil des Bureaux Carte rose Cémac. Outre le fait de désigner la carte que l'on reçoit après la souscription d'une police d'assurance automobile et permettant aux véhicules d'un pays de la Cémac de circuler dans un autre pays de la zone, sans avoir à souscrire une nouvelle assurance dans le pays d'accueil, la Carte rose Cémac est une instance qui permet de régler les assurances transfrontalières. Selon Olivier Mebiame, directeur national des assurances du Gabon, qui a ouvert les travaux, cette 26e session de la Carte rose "aura comme point principal inscrit à l'ordre du



Photo: CNE

Les officiels du conseil des Bureaux Carte rose à l'ouverture des travaux.

jour, l'examen et l'adoption du budget 2023". En marge de cette session, se tiendront les travaux de la Commission d'arbitrage. "La commission d'arbitrage, instance du Conseil des Bureaux est appelée à arbitrer les litiges nés entre les compagnies d'assurances membres de deux ou plusieurs Bureaux nationaux distincts, litiges qui portent sur des questions de responsabilités difficiles à établir, ou de lenteur dans le paiement des dossiers réglés", a ajouté M. Mebiame. Comme pour mentionner l'importance de cette instance, Michel Djimadoum, président du Conseil des Bureaux Carte

Rose, a mentionné qu'en 25 ans d'existence, la Carte rose a enregistré 6 986 sinistres pour un paiement de 2 milliards FCFA. Les provisions sinistres payées, quant à elles, sont estimées à 800 millions de FCFA. Pour les autorités gabonaises, cette instance est importante car elle contribue à faciliter la libre circulation des véhicules et, partant, l'intégration sous-régionale. Autrement dit, le secteur assurance devient ainsi un puissant outil de libre circulation. Le budget 2023 de la Carte rose Cémac sera connu vendredi prochain, au terme des travaux.